

### *Klaus-Jürgen Nagel*

#### *La «société multiculturelle» et la politique d'intervention publique dans la ville de Barcelona entre les expositions mondiales de 1888 et 1929*

La notion, développée en Angleterre, de «société multiculturelle» ne permet guère de décrire la cohabitation complexe des cultures dans la Barcelone des années 1888 à 1929. D'une part, l'empreinte du «public domain» n'était plus exclusivement espagnole. D'autre part, un processus contraire se déroulait dans le «private domain». Au moins jusqu'au début de l'immigration massive pendant la Première Guerre Mondiale, les personnes de langue maternelle espagnole connurent aussi une intégration rapide dans leur environnement catalan si bien que le risque de la formation d'un ghetto ne s'intensifia que lentement. La structure économique de Barcelone, avec ses nombreuses PME, les frontières longtemps peu marquées des classes du monde ouvrier, l'hétérogénéité sociale de la plupart des quartiers de la ville facilitaient les contacts des immigrés, le plus souvent prolétariens, avec les catalans des différentes couches. La vivante «civil society» catalane, avec ses organisations professionnelles et de loisirs, qui correspondait au manque de «contre-culture» prolétarienne délimitée, et la distance observée par les syndicats vis-à-vis de la question nationale expliquent la frappante présence d'éléments idéologiques catalans chez de nombreux ouvriers. Or, cette présence ne fut rendue possible que par l'échec de la politique d'intervention publique. Ni la scolarité et le service militaire obligatoires, ni la politique d'assistance publique, ni l'aide au logement ne fonctionnaient suffisamment bien pour être source de loyauté. En Catalogne, les représentants de l'Etat n'étaient pas l'inspecteur du travail, le prud'homme ou l'instituteur, mais le capitaine général et le gouverneur civil.

### *Ludger Mees*

#### *Le labyrinthe basque*

#### *Les implications socio-historique, l'environnement culturel et l'articulation politique du nationalisme basque 1876-1937*

A plusieurs reprises, en raison de son imperméabilité présumée, on a utilisé pour le Pays Basque, son histoire et sa politique, la notion de «labyrinthe». Sans nier les problèmes actuels, souvent extrêmement complexes et encore aggravés par le terrorisme, qui marquent le

---

\* Die Zusammenfassungen aller Aufsätze wurden von Nicole Breuer ins Französische übersetzt.

secteur culturel, politique et économique, la présente étude s'efforce de relativiser la thèse du «labyrinthe». Une analyse de l'évolution historique du nationalisme basque jusqu'au franquisme et une recherche fouillée de ses implications socio-historiques, de son environnement culturel et de son articulation politique devront d'une part permettre une meilleure compréhension des motifs de l'actuel conflit basco-national. Ce qui, d'autre part, apportera une contribution à la recherche comparative internationale sur le nationalisme, qui a regagné en actualité en raison de la renaissance des nationalismes de l'Est de l'Europe qui ont suivi la «perestroïka» ainsi qu'en raison du débat sur la cohabitation de différentes catégories et cultures sociales et ethniques au sein de la «société multiculturelle».

La percée du nationalisme basque y est comprise comme une conséquence de l'échec du «nation-building» espagnol. Une prémisse essentielle de sa genèse fut, au cours du dernier tiers du 19<sup>ème</sup> siècle, le début du processus radical de modernisation socio-économique qui, en quelques années, restructura entièrement la société basque. Toutefois, la rapide poussée de la force du mouvement nationaliste basque ne peut se comprendre sans l'expérience historique acquise jusqu'à la fin de la deuxième guerre carliste au niveau de l'auto-gestion basque et sans la base, mise idéologiquement à profit par les nationalistes, du particularisme culturel basque, notamment sa propre langue. La situation de minorité relative des nationalistes dans le domaine culturel et politique ainsi que les stratégies souvent répressives de délimination appliquées par les gouvernements centraux espagnols de différente couleur politique cimentèrent d'une part la solidarité interne des partisans de Sabino Arana tout en renforçant d'autre part l'aile séparatiste, radical-nationaliste. Cette remarquable cohésion interne, par rapport par exemple avec le mouvement national catalan, des nationalistes basques ne fut menacée que lorsque de graves crises politiques coïncidèrent avec des conflits nationalistes internes de classes (1921) ou dans des situations de mutation politique et sociale générale (1930). Le catholicisme en tant qu'instrument d'intégration idéologique ainsi que le fait qu'en raison des énormes antagonismes entre les «communautés» nationalistes et non-nationalistes les dissidents potentiels ne pouvaient guère compter sur l'aide de l'autre camp représentent des arguments supplémentaires pour la compréhension de la stabilité de l'organisation du mouvement nationaliste basque, mouvement inter-classes et inter-couches.

Le renforcement manifeste des nationalistes dans le post-franquisme, la distance prise vis-à-vis de la «position de victime» traditionnelle et, enfin, le pacte commun de tous les démocrates basques, nationalistes et non-nationalistes, contre le terrorisme ont rapproché les deux «communautés», ouvrant la voie à une normalisation de la société basque, à une structuration et à une signalisation du «labyrinthe» basque.

## *Detlef Schmiechen-Ackermann*

### *La défense solidaire des intérêts et l'affirmation culturelle*

*L'association professionnelle polonaise »Zjednoczenie Zawodowe Polskie« (ZZP) et l'établissement d'une organisation syndicale dans l'industrie du ciment de Hannovre avant 1914*

Le village de Misburg, situé devant les portes de Hannovre, se développa à partir de 1880 pour devenir l'implantation d'une importante industrie du ciment qui, à ses débuts, employa presque exclusivement des ouvriers migrants polonais. Par réaction à la pression exercée par l'Etat et par l'église catholique en direction d'une germanisation, les liens noués par les Polonais avec leur milieu, au sein des associations de rencontres religieuses ainsi qu'au sein de l'association professionnelle polonaise ZZP, gagnèrent spécifiquement en intensité alors qu'au niveau politique le «mouvement national polonais» (parti de la Pologne et «So-

kol») n'obtint guère d'audience. Après que les syndicats libres et chrétiens aient tout d'abord échoué dans leur tentative d'organiser syndicalement des ouvriers polonais du ciment, Misburg devint, à partir de 1906, le centre des activités développées par le ZZP dans la région de Hannovre, du fait qu'une colonie polonaise numériquement importante cohabitait ici dans un district restreint, colonie qui jouissait par ailleurs d'un cadre de référence sociale parfaitement homogène en raison des conditions de travail régnant dans l'industrie du ciment, dominante au niveau local. Le succès des fonctionnaires syndicaux polonais repose d'une part sur le fait qu'ils répondirent au besoin de prise de conscience culturelle et de sauvegarde des valeurs traditionnelles, mais d'autre part sur le fait qu'ils réclamaient aussi des améliorations concrètes des conditions de travail, offrant ainsi aux migrants une perspective syndicale spécifique à leur milieu. Malgré la délimitation culturelle, ils recherchèrent d'emblée la coopération avec les syndicats allemands. Une comparaison supra-régionale prouve que, là où les structures démographiques, sociales et politiques ne se formèrent que dans le cadre du processus d'urbanisation de la période de forte industrialisation, l'association professionnelle polonaise connut plus de succès que dans les implantations où le milieu ouvrier prolétarien s'était déjà développé et où le mouvement ouvrier social-démocrate avait déjà acquis une position dominante.

### *Witold Molik*

#### *L'assimilation par la culture des intellectuels polonais dans la région prusse démembrée 1871-1914*

La région démembrée prusse offrait des conditions moins favorables à la culture des intellectuels polonais que le royaume de Pologne et la Galicie. Les Polonais ne jouissaient ici que d'un accès très restreint aux positions de l'administration publique, de la juridiction et de l'instruction. Avant le début de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, les intellectuels polonais comptaient dans le Grand-Duché de Posnanie 4 000, et en Prusse de l'Ouest 1 500 personnes seulement. Le cœur de cette couche était formé par des prêtres catholiques, des médecins, des avocats et des journalistes.

Les représentants de l'intelligence polonaise étaient soumis au processus d'assimilation et, plus fréquemment encore, d'acculturation, le système scolaire jouant un rôle crucial dans ces processus. Nombre de ceux qui devaient compter plus tard parmi les intellectuels polonais furent le plus longtemps exposés aux influences de l'instruction publique, d'autant plus qu'après avoir fréquenté l'école primaire, un lycée prusse ou un collège, ils faisaient en général plusieurs années d'études dans des universités allemandes. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure les Polonais formés dans des établissements scolaires et des universités allemandes furent germanisés. De façon générale, l'on peut affirmer que les cas de dénationalisation complète des lycéens et étudiants polonais au Grand-Duché de Posnanie et en Prusse de l'Ouest étaient plus rares qu'en Prusse de l'Est et en Haute-Silésie. Mais l'un des résultats de la fréquentation des lycées et universités allemands fut aussi que presque tous les représentants de l'intelligence polonaise résidant dans la région prusse démembrée furent soumis à l'acculturation. Il n'était pas rare qu'ils parlent mieux la langue du conquérant que leur langue maternelle et qu'ils reprennent certaines habitudes, certaines attitudes et certaines tournures d'esprit allemandes. Mais, d'autre part, nombreux furent les Polonais partiellement ou entièrement acculturés qui affermirent leur conscience nationale et leurs sentiments patriotique au cours des années qu'ils passèrent dans les universités allemandes.

## Stefan Plaggenborg

### *La religiosité populaire et la propaganda anti-religieuse aux débuts de l'Union Soviétique*

Cette étude se base sur l'hypothèse fondamentale que la propaganda anti-religieuse des années 1918–1929 ne peut suffisamment s'expliquer sans son arrière-plan de religiosité populaire. Elle s'efforce donc de décrire ce secteur de restructuration spirituelle de la population à partir de ses difficultés et non, comme ce fut le cas jusqu'à présent, comme une politique rectiligne, ciblée, brisant toute résistance, qui aurait été définie dès l'abord par les bolcheviques. Elle débute par une esquisse de la religiosité populaire, s'étendant de la période pré-révolutionnaire à la fin des années vingt. Sa principale conclusion: les tendances à la sécularisation sont le plus marquées dans les centres industriels parmi les ouvriers masculins, et surtout chez les jeunes. On ne peut parler d'une sécularisation générale de la société soviétique. La conversion se révéla être un moment frappant, dont profitèrent notamment les baptistes et les chrétiens évangéliques, et moins les sectes russes. Ce qui s'explique souvent par la bonne situation économique des paroisses trouvant encore l'appui de l'Etat. Dans l'ensemble, la situation religieuse se compliqua après le rabattage de l'Eglise Orthodoxe. C'est là que les »impies« organisés commencèrent à échouer, se heurtant à un éventail variant et affiné de religiosité populaire. Outre les difficultés d'organisation (qui ne furent pas traités ici), le manque de concept et les luttes intérieures entre les tendances firent obstacle à une propaganda anti-religieuse (et non anti-ecclésiastique!) efficace. Des carnivals anti-religieux incontrôlés, un travail souple de persuasion et une tendance de lutte des classes se heurtèrent, furent ramenés en 1926 à un cours modéré par Emeljan Jaroslavskij pour en revenir en 1929 à leur désunion. Les radicaux, qui ne furent que provisoirement réduits au silence, s'imposèrent lors du deuxième congrès des »impies« maintenant »militants«, récupérant les slogans existants sur l'image de l'ennemi puisque la ligne modérée semblait vouée à l'échec par son manque d'organisation et de succès. Jaroslavskij, son représentant, s'adapta à la nouvelle situation. La diversité religieuse toucha à sa fin, suivie par l'uniformisation et la répression.

L'étude conclut avec le mouvement et la politique anti-religieuse en comparaison historique. On retrouve dans les carnivals des parallélismes avec la déchristianisation de la Révolution Française, la ligne officielle – malgré toutes les différences dans sa position vis-à-vis de la religion – se rapprochait fortement des réformes de rationalisation réalisées sous le Habsbourg Joseph II, ce qui s'expliqua par les rôles historiquement disloqués des rationalistes bolcheviques. Un dernier regard jeté sur la teneur de la propaganda anti-religieuse suggère de fouiller plus précisément la sacralisation pseudo-religieuse du régime sur cette région.

## Frieder Ludwig

### *La découverte des églises noires*

#### *Les paroisses africaines et afro-caraïbes dans l'Angleterre de l'après-guerre*

Après la guerre, les paroisses africaines et afro-caraïbes s'étendirent rapidement en Angleterre. Il semble bien qu'aujourd'hui plus de cent mille personnes soient membres des églises noires indépendantes. Ce qui signifie que ces églises regroupent entre 15 et 20 % de la population noire de la Grande-Bretagne. Aucune autre institution ne rassemble en un nombre approximativement aussi élevé les immigrés en provenance d'Afrique et des Caraïbes. Très longtemps, l'Angleterre ignore l'existence de ces paroisses chrétiennes, inhabituelles et dif-

férentes. Ce n'est qu'au début des années soixante-dix que des rencontres et des dialogues s'amorcèrent. Les paroisses africaines et afro-caraïbes furent intégrées dans l'œcumène et devinrent de plus en plus acceptées en tant que représentantes de la minorité à peau sombre.

Ce processus résulte de facteurs internes et externes. D'une part, la croissance du nombre de leurs adhérents modifia également les structures de ces églises. L'exemple de l'église Cherubim & Seraphim, originaire du Nigéria, démontre comment des groupes de prière, restreints à leurs débuts, ont pu se transformer en organisations importantes et fières, recherchant la coopération avec les institutions britanniques. D'autre part, l'attitude du public britannique vis-à-vis de ces églises se modifia. Un important facteur contribuant à la naissance de ce dialogue fut la »découverte« de ces églises noires par la science. Ce furent surtout des travaux réalisés à Birmingham qui s'efforcèrent d'en acquérir une connaissance approfondie. C'est également Birmingham qui vit se former, avec la fondation du »Centre for Black and White Christian Partnership«, les premières bases d'une coopération pratique, qui servit de modèle à l'instauration de centres semblables à Londres. Parallèlement, le Conseil britannique des églises s'ouvrit, acceptant en 1976, pour la première fois, une église africaine dans ses rangs en accordant à l'église Cherubim et Seraphim le statut de »associate member«.

Par suite de quoi, les églises noires connurent de nouveaux changements. Leur assurance grandit et elles assument également de plus en plus de responsabilité sociale. Elles disposent dorénavant d'une influence qu'elles peuvent également utiliser pour articuler les intérêts de la population noire de la Grande-Bretagne et contribuer ainsi elles-mêmes par retour aux processus de changement des institutions britanniques.

## *Lothar Kettenacker*

### *L'Empire repousse: Les minorités de couleur en Grande-Bretagne*

Cet article se consacre essentiellement au mouvement d'immigration qui se renforça à partir de 1948, partant du Nouveau Commonwealth pour se diriger vers la Grande-Bretagne. Alors que les régions de colonisation blanche (dominions) freinèrent rapidement l'immigration venant des colonies, la mère patrie défendit longtemps une politique de porte ouverte. Ce n'est que lorsque l'afflux venant des Caraïbes et du subcontinent indien se gonfla de plus en plus que le gouvernement britannique décida, en 1962, d'instaurer un régime de quotas, basé sur les besoins en main-d'œuvre. Il fut suivi par de nouvelles restrictions jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Loi sur la nationalité (1981), clairement braquée contre l'entrée incontrôlée des immigrants originaires de la colonie de la Couronne de Hong-Kong. Parallèlement le gouvernement s'efforçait, à l'aide de mesures légales, de comprimer le racisme qui s'étendait, accordant à l'égalité des droits des minorités ethniques priorité sur leur intégration sociale.

Leur pénalisation sociale est particulièrement sensible sur le marché du travail, dans l'instruction et dans le logement. Plus spécialement les jeunes d'ascendance afro-caraïbe se voient confrontés à un avenir manquant de toute perspective et, en outre, constamment surveillés par les forces de police du pays. La frustration qu'ils ont accumulée se décharge alors plusieurs fois, au cours des années 1980, dans de sérieuses émeutes qui ressemblaient à des guerres civiles. Le gouvernement Thatcher interpréta les événements comme un problème d'ordre public bien que les experts soient unanimes sur les dimensions sociales de cette protestation.

En conclusion, l'auteur pense qu'il ne suffit pas de prévoir une égalité, de droit tant que l'on ne s'attaque pas sérieusement, donc en étant réceptif à toute discrimination positive, à l'intégration sociale des personnes de couleur.

## *Felicitas von Aretin*

### *La politique scolaire dans le Reichsland pendant le Kulturkampf 1872-1873*

Dans le Reichsland, le Kulturkampf révéla exemplairement la position défendue par Bismarck vis-à-vis de l'église catholique. Le chancelier voulait freiner l'église catholique, sans pour cela remettre fondamentalement en question l'influence qu'elle exerçait dans les établissements scolaires. Toutefois, l'église devait être disposée à accepter ses idées de délimitation du secteur public et du secteur religieux dans l'instruction. Bismarck rendait le niveau de cet accord tributaire de réflexions politico-pragmatiques. Bismarck trouve de bonnes conditions de départ dans le Reichsland pour son objectif de délimitation des sphères d'influence publique et religieuse. Ces conditions contribuent à expliquer la modération du Kulturkampf dans le Reichsland. Le droit français canon et scolaire d'une part et la position spécifique occupée par le Reichsland du point de vue du droit public d'autre part avaient affirmé la suprématie de l'Etat dans de larges secteurs de la vie publique.

La différence de démarche de l'administration dans les provinces de l'Est et dans le Reichsland suggère une différence de position de la part de Bismarck et de la fonction publique vis-à-vis des convictions hostiles aux Allemands du clergé catholique à l'Est et dans le Reichsland. Elle s'enracinait dans une estimation différenciée du sentiment national polonais et français.

Bien que le Kulturkampf soit resté modéré dans le Reichsland, l'adoption de la Loi de contrôle scolaire politisa et irrita une grande partie de la population catholique. Dans cette situation, l'église proposait des plages de liberté et des opportunités d'épanouissement permettant de se sentir catholique et français.

## *René Del Fabbro*

### *Ouvrier migrant ou immigré?*

#### *Les migrants ouvriers italiens dans la société wilhelmienne*

Ce fut surtout ces dix dernières années que le problème des ouvriers étrangers dans l'empire allemand fut plus précisément étudié par la recherche historique sur les migrations. Toutefois, ces études portaient presque exclusivement sur les ouvriers saisonniers étrangers-polonais qui, en majorité, trouvèrent du travail dans l'agriculture à l'est de l'Elbe. Cette concentration sur la catégorie des migrants polonais favorisa une image de la recherche considérant comme à peu près exclue l'intégration des immigrés dans la société de l'empire. Or, une étude quantitative et qualitative exacte de la migration italienne, peu connue, vers l'Allemagne prouve que ce n'était pas le cas pour toutes les nationalités. Au cours du temps, le groupe des Italiens fit preuve de tendances sensibles à se fixer dans son pays d'accueil. Cet essai se penche sur le passage de l'ouvrier migrant à l'immigré en s'appuyant sur dix problèmes choisis: 1. nombre et fluctuation saisonnière, 2. répartition régionale, 3. mobilité horizontale, 4. configuration au niveau des sexes et situation familiale, 5. structure d'âge, 6. mobilité professionnelle, 7. mobilité sociale, 8. organisation syndicale, 9, vie associative et 10. stabilisation, assimilation, intégration.

## Luigi Cajani / Brunello Mantelli

### *Travailler en Allemagne. Les Italiens – de »l'axe« à la Communauté Européenne*

L'émigration resta une constante de l'histoire de l'Italie pendant tous les temps modernes. Depuis les années quatre-vingt-dix du siècle dernier, l'évolution industrielle de ce pays n'a pas réussi à stopper le flux des émigrés, nourrissant tout au contraire une croissance déséquilibrée. Sa caractéristique était de faire se côtoyer des zones fortement industrialisées d'une part et des régions faibles d'autre part – et ce furent ces dernières qui générèrent des émigrés en grand nombre. Le modèle italien de développement impliquait donc la combinaison de l'industrialisation et de l'émigration, laquelle se dirigeait aussi bien vers l'outre-mer que vers d'autres pays européens.

Dans ce contexte, le cas de l'Allemagne est particulièrement intéressant car il présente une série d'aspects spécifiques: tout d'abord, le régime fasciste qui, soucieux de son image politique, était précédemment contre l'émigration, modifia son attitude suite à la réorientation générale des relations germano-italiennes dans le cadre de »l'axe« (1936). Ensuite, au cours de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, l'émigration des ouvriers italiens vers l'Allemagne, coïncida, après la capitulation de l'Italie (le 8 septembre 1943), avec une immense razzia humaine, dont les victimes furent des internés militaires, des civils retrouvés dans des recherches ainsi que des prisonniers politiques et des juifs déportés. De cette manière, les Italiens se fondirent dans l'armée des forçats. Enfin, avec la création du Marché Commun, l'Allemagne de l'après-guerre devint la principale destination européenne de l'émigration italienne.

## Günther Schultze

### *La République fédérale d'Allemagne en route vers une société multiculturelle?*

#### *Le processus d'intégration des jeunes Grecs et des Turcs de la première et de la deuxième génération*

L'Allemagne s'est transformée en un pays d'immigration. La migration des travailleurs étrangers et de leur famille, quittant les pays méditerranéens pour se diriger vers l'Allemagne, offre un parfait exemple de la manière dont une action volontaire de certains individus peut provoquer des conséquences et des faits sociaux involontaires. La politique contradictoire menée par l'Allemagne vis-à-vis des étrangers ne tient aucunement compte de l'existence d'une immigration de fait et continue à exclure les »étrangers« des importants processus décisionnels sociaux.

Les résultats de deux projets de recherche empirique sur les conditions de vie de la première et de la deuxième génération des migrants turcs et des jeunes grecs de 15 à 24 ans permettent de discerner et d'analyser l'état de leurs processus d'intégration dans notre société. Une conclusion essentielle de cette étude révèle que ces immigrés ne forment pas un groupe homogène, mais qu'ils présentent de grandes différences dans leur comportement et dans leur tournure d'esprit. Dans la deuxième et troisième génération d'immigrés, on peut par exemple différencier entre la catégorie des »perdants de la migration«, qui ne jouissent que d'une formation scolaire inachevée ou insuffisante et qui, tout comme leurs pères et mères, occupent des emplois incertains et mal payés, et les »gagnants de la migration« qui ont eu une meilleure instruction et connurent une réussite professionnelle.

La notion de »société multiculturelle« a remplacé celle d'»intégration«, qui, dans le passé, dominait la discussion publique et scientifique sur le thème des immigrés. Cette no-

tion de la société multiculturelle remplit des fonctions idéologiques lorsque la cohabitation de nationalités et de catégories ethniques différentes est exclusivement définie comme un problème culturel. Toutefois, l'objectif primaire doit être de réaliser l'égalité des droits professionnels, sociaux et politiques des migrants vivant depuis longtemps chez nous.

## *Peter Heine*

### *Les Yezidis dans le Bas-Rhin*

#### *Une minorité kurde entre la tradition et la modernité*

Les Yezidis forment une minorité religieuse dans certaines régions de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'ancienne Union Soviétique. Ils se distinguent grandement des ethnies voisines les entourant, non seulement par leurs idées religieuses, mais aussi par leur structure sociale. N'étant pas intégrés dans le groupe des religions tolérées par l'Islam, ils ont toujours eu à souffrir des persécutions exercées par les majorités islamiques. Leur situation difficile s'est surtout détériorée dans la Turquie moderne du fait qu'ils observèrent une position neutre dans les conflits militaires entre les nationalistes kurdes et le gouvernement central turc, ce qui fut considéré comme un acte inamical par les deux camps. Leur insécurité juridique et les tentatives, souvent couronnées de succès, des gros propriétaires terriens de s'emparer des terres des Yezidis, obligea une grande partie de cette minorité à émigrer.

Un groupe assez important de Yezidis arriva en Allemagne, s'établissant surtout à Berlin, dans la Sarre et, en Rhénanie du Nord-Westfalie, dans le Bas-Rhin. Un grave conflit se déclara au sein du groupe de Yezidis vivant à Clèves, conflit qui occupa même les tribunaux allemands. Il révéla que ces Yezidis ont de grandes difficultés à s'adapter à leur nouvelle situation sociale et juridique, hésitant entre le maintien des idées traditionnelles, maintenant défendues surtout par les femmes âgées, et l'adaptation aux majorités.

## *Peter Becker*

### *Les marginaux dans la visée de la police*

#### *Un essai sur la perspective du «regard pratique»*

La police du 19<sup>ème</sup> siècle s'efforçait d'écarter de façon aussi préventive que possible tout ce qui menaçait la sécurité des personnes et de leur propriété. Les policiers utilisaient pour cela des grilles leur permettant de déceler les individus dangereux avant qu'ils ne puissent commettre des actions criminelles. Or, cette mission de prévention de l'activité policière est tout particulièrement difficile à remplir dans une société multiculturelle. En effet, il est nécessaire dans ce cas de différencier les idées de normalité – base d'une distinction entre le louche et le «normal» – en fonction des spécificités sociales et culturelles. S'efforçant de se conformer à ce modèle idéal, les policiers ne pouvaient se fier qu'à leur propre expérience et à leurs connaissances policières – à leur *regard pratique*. Dans le travail policier quotidien, il leur permettait de réduire efficacement les complexités, garantissant ainsi une action flexible, bien que réglementaire. L'analyse des manuels policiers de cette époque dévoile toutefois l'importante perspective de ce *regard pratique*. En effet, dans leur tentative de (re)construire le monde criminel, les criminalistes interprétaient certains écarts socialement spécifiques vis-à-vis des normes de comportement bourgeois non pas comme l'expression équivalente d'un autre style de vie, mais comme la caractéristique des «classes dangereuses». Ils transposaient certaines situations problématiques du niveau social au ni-

veau moral, imputant une démarche coupable aux personnes en question. Toutefois, dans la pratique policière, les actions criminelles ne furent pas seulement déclarées comme fautes morales volontaires. On considéra également, surtout dans le conflit avec la glissade des »gens biens« vers la criminalité, le comportement déviant comme le résultat d'influences externes. Ce qui transformait les dépassements du seuil séparant la bourgeoisie de la criminalité en un problème de »stimulants« externes et ainsi en un problème d'ordre que l'on pouvait justement combattre par de mesures policières.